

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/MPST-la-reforme-agraire-en-marche-au-Bresil>

MPST : la réforme agraire en marche au Brésil

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : samedi 10 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par João Pedro Stedile *

Mouvement des paysans sans-terre

[Risal](#), 20 décembre 2003

Le gouvernement du président Lula a présenté le 21 novembre dernier un programme de réforme agraire qui se propose de donner des terres à 400.000 familles paysannes d'ici la fin de son mandat en 2006. [\[1\]](#)

Le gouvernement n'a pas pris en considération un programme plus ambitieux présenté par une équipe coordonnée par le professeur Plinio Arruda Sampaio, qui proposait la remise de terres à un million de familles paysannes au cours de la même période.

Nous pensons qu'il faut - et cela est plus important que de définir des objectifs chiffrés - savoir si le gouvernement veut faire de la réforme agraire un programme prioritaire. Si tel est le cas, les chiffres qui doivent être atteints pour respecter cet objectif sont une affaire relevant du gouvernement. Notre problème - celui du MST et des secteurs qui impulsent la réforme agraire - est d'organiser le peuple pour faire pression et parvenir à donner des terres au plus grand nombre de travailleurs, afin qu'ils puissent produire et sortir de la pauvreté le plus rapidement possible.

Nous affirmons en effet que le gouvernement de Lula devrait redéfinir ses priorités en arrêtant de mettre au premier plan le paiement des intérêts aux banques et le superavit budgétaire. La priorité doit être au contraire accordée à l'utilisation de l'argent public afin de résoudre les problèmes sociaux. Si ce n'est pas le cas, le peuple commencera à se mobiliser et à revendiquer. La patience a des limites, surtout lorsque l'estomac souffre.

Mais si le gouvernement entame un processus de réforme agraire massif et rapide, les travailleurs l'appuieront et se mobiliseront pour garantir que ce projet arrive à bon port.

Le gouvernement de Lula fait face à une situation historique dans un pays qui a déjà perdu plusieurs occasions de démocratiser l'accès à la propriété de la terre.

A l'époque coloniale, la propriété de la terre était un monopole de la monarchie et les latifundistes n'avaient que la concession de son usage dans le cadre d'un modèle agro-exportateur reposant sur le travail des esclaves.

Avec la fin de l'esclavage, on aurait pu démocratiser la possession de la terre et donner au Noirs non seulement la liberté formelle, mais également la liberté démocratique de devenir des paysans.

Plus tard, lorsque s'est imposé le modèle d'industrialisation dépendant (1930-1980), nous avons de nouveau perdu une occasion historique. Toutes les économies industrialisées modernes ont appuyé leur développement sur un marché intérieur fort, construit au travers d'une redistribution de la rente et par la réforme agraire. Les élites brésiliennes ont préféré une industrialisation dépendante du capital étranger et orientée vers un petit secteur de la population. Elles ont conclu une alliance avec l'oligarchie rurale qui permettait de maintenir la concentration des terres entre ses mains et de produire pour l'exportation. En conséquence, le marché de consommation atteignait à peine 20% de la population.

Ce modèle a affronté sa première crise dans les années '60 lorsque le gouvernement de Joao Goulart a proposé comme alternative le développement du marché interne, une politique de distribution de la rente et la réforme agraire. Les élites ont préféré s'allier avec le capitalisme états-unien et ont imposé la dictature militaire.

Dans la décennie des années '80, alors que le modèle d'industrialisation dépendant est entré en crise terminale, les élites brésiliennes ont choisi de se subordonner au capital international (désormais financier) et, de nouveau, elles ont échoué. Le néolibéralisme, appliqué pendant douze années, n'est pas parvenu à surmonter la crise économique et a aggravé la crise sociale. Le peuple s'est vengé, a voté contre le néolibéralisme et a élu Lula.

Les adeptes du néolibéralisme prétendent que l'agriculture brésilienne est moderne et sauve l'économie nationale. Il s'agit de pure propagande. La production de grains a augmenté en douze ans de 80 à 100 millions de tonnes, mais, en soi, ce fait n'est pas synonyme de développement.

Le Brésil possède approximativement 350 millions d'hectares potentiellement cultivables. Mais cela fait 20 ans que les zones effectivement cultivées sont restées stables : 50 millions d'hectares, soit 15% du potentiel agricole.

Le modèle agricole néolibéral a approfondi la dépendance envers le marché externe. Des 34 principaux produits agricoles, seuls trois ont progressé dans les domaines de l'extension cultivée et de la production : le sucre, le soja et le maïs. Tous les autres ont diminué en extension et en production. Nos indices d'alimentation sont parmi les plus bas du monde : 44 des 177 millions de Brésiliens ont faim et souffrent de déficiences nutritives, 60 autres millions s'alimentent en dessous de leurs nécessités.

Le résultat du néolibéralisme est la croissance du secteur des entreprises qui se consacrent à l'exportation - particulièrement le sucre et le soja - au détriment des intérêts de la population et des petits agriculteurs. Tous les indicateurs sociaux s'aggravent, le chômage a augmenté de concert avec la concentration de la propriété rurale.

Le modèle néolibéral appliqué par les gouvernements de Collor de Mello et de Fernando Henrique Cardoso a favorisé un secteur de quelques 400.000 propriétaires - à l'encontre des 23 millions de travailleurs ruraux - et les entreprises multinationales qui contrôlent le commerce des grains et l'agro-industrie qui, aujourd'hui, veulent s'approprier le commerce des semences au travers des transgéniques.

Maintenant c'est au tour de Lula. Le Président sait très bien que s'il ne réalise pas un vaste programme de réforme agraire, son gouvernement échouera.

*** Joao Pedro Stedile**, est membre de la direction du Mouvement des paysans sans terre (MST) et de Via Campesina International.

Texte distribué par la liste de diffusion « Others News » et reproduit dans le Bulletin électronique de la IVe Internationale « Inprecor Amercia Latina », n°22, 04-12-2003.

Traduction : Ataulfo Riera, pour le Parti ouvrier Socialiste.

Post-scriptum :

Notes :

[1] L'objectif de ce Plan de réforme agraire est d'atteindre 30.000 remises de terres à autant de familles paysannes en 2003 ; 115.000 en 2004 ; 115.000 en 2005 et 140.000 en 2006. En outre, 17.500 crédits fonciers permettant d'acheter des terres seront octroyés fin 2003 ; puis 37.000 par an jusqu'en 2007. Ce plan prévoit également des mesures permettant de viabiliser économiquement ces terres (assistance technique, crédits...) ;

un plan d'éducation ; la création de 2.075.000 d'emplois, etc. (N.d.T.)